

# **GE\_GERICHTE DCSO/465/2011 vom 8. Dezember 2011**

GE Cour de justice, 2011-12-08, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_DCSO\\_465\\_2011](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_DCSO_465_2011)

FR: GE\_GERICHTE DCSO/465/2011 du 8 décembre 2011

IT: GE\_GERICHTE DCSO/465/2011 del 8 dicembre 2011

## **Regeste**

Résumé: intérêt à agir nié, les fonds séquestrés (prestation de libre passage) ayant été transféré à une autre institution non visée par l'ordonnance de séquestre.

## **Erwägungen**

### **E. 1.1**

La Chambre de surveillance est compétente pour statuer sur les plaintes formées en application de la LP (art. 13 LP; art. 125 et 126 LOJ; art. 6 al. 1 et 3 et 7 al. 1 LaLP) contre des mesures non attaques par la voie judiciaire (art. 17 al. 1 LP). La plainte doit être déposée dans les dix jours de celui où le plaignant a eu connaissance de la mesure (art. 17 al. 2 LP).

- 4/5 -

A/3479/2011-CS

### **E. 1.2**

En l'espèce, la plainte est dirigée contre un procès-verbal de non-lieu de séquestre, soit une mesure sujette à plainte, et la plaignante, qui, en tant que poursuivante, a qualité pour agir par cette voie, a procédé dans le délai prescrit (le délai de dix jours expirait le lundi 31 octobre 2011; cf. art. 31 LP; art. 142 al. 3 CPC).

### **E. 1.3**

La qualité pour porter plainte, qui permet de délimiter le cercle des personnes habilitées à agir, suppose toutefois un intérêt digne de protection, conférant la légitimation active à celui qui est titulaire du droit invoqué, soit l'intérêt à la plainte, qui est une condition de recevabilité devant être examinée d'office (ATF 120 III 42 consid. 3; FLAVIO COMETTA, SchKG I ad art. 17 n° 36 ss; PIERRE-ROBERT GILLIERON, Commentaire, ad art. 17 nos 95ss et 140).

De pratique constante, la plainte n'est recevable que si elle permet d'atteindre un but concret sur le plan de l'exécution forcée (arrêt du Tribunal fédéral 7B.25/2004 du 19 avril 2004 consid. 2.2; arrêt du Tribunal fédéral 7B.20/2005 du 14 septembre 2005 consid. 1.1 non publié in ATF 131 III 652; ATF 120 III 107 consid. 2 p. 108/109; 99 III 58 consid. 2 p. 60/61).

### **E. 1.4**

En l'occurrence, au jour du dépôt de la plainte, le 31 octobre 2011, la prestation de libre passage avait déjà été transférée, par le tiers séquestré visé par l'ordonnance de séquestre, à une autre institution de prévoyance. Il s'ensuit que la plainte n'a plus d'intérêt concret; son admission ne permettrait plus, en effet, de redresser la mesure attaquée, à savoir la saisie

des fonds en mains dudit tiers, celui-ci ne les détenant plus. Au surplus, la Chambre de céans ne saurait donner suite à la conclusion de la plaignante tendant à la saisie de la prestation de libre de passage du poursuivi en mains d'un tiers qui n'est pas visé par l'ordonnance de séquestre, étant rappelé que l'Office doit exécuter cette mesure conformément à son contenu, en particulier, s'agissant de la désignation des biens à séquestrer (art. 274 LP).

Faute d'intérêt pratique (ATF 120 III 107 consid. 2 p. 108/109 et les références), exigence à laquelle il n'y a pas lieu de renoncer en l'occurrence (sur les exceptions : ATF 128 III 465 consid. 1 in fine p. 467 et les arrêts cités), la plainte sera en conséquence déclarée irrecevable.

## **E. 2**

Conformément aux art. 20a al. 2 ch. 5 LP, 61 al. 2 let. a et 62 al. 2 OELP, il n'y a pas lieu de percevoir d'émolument de justice, ni d'allouer des dépens.

\* \* \* \* \*

- 5/5 -

A/3479/2011-CS PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance :

Déclare irrecevable la plainte formée le 31 octobre 2011 par Mme M\_\_\_\_\_ contre le procès-verbal de non-lieu de saisie, série n° 11 xxxx73 Z.

Siégeant : Madame Ariane WEYENETH, présidente; Madame Marilyn NAHMANI et Monsieur Mathieu HOWALD, juges assesseur(e)s; Madame Véronique PISCETTA, greffière.

La présidente : Ariane WEYENETH

La greffière : Véronique PISCETTA

Voie de recours : Le recours en matière civile au sens de l'art. 72 al. 2 let. a de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110) est ouvert contre les décisions prises par la Chambre de surveillance des Offices des poursuites et des faillites, unique autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et faillite (art. 126 LOJ). Il doit être déposé devant le Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14, dans les dix jours qui suivent la notification de l'expédition complète de la présente décision (art. 100 al. 1 et 2 let. a LTF) ou dans les cinq jours en matière de poursuite pour effets de change (art. 100 al. 3 let. a LTF). L'art. 119 al. 1 LTF prévoit que si une partie forme un recours ordinaire et un recours constitutionnel, elle doit déposer les deux recours dans un seul mémoire. Le recours doit être rédigé dans une langue officielle, indiquer les conclusions, en quoi l'acte attaqué viole le droit et les moyens de preuve, et être signé (art. 42 LTF). Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.